

Theresa May obtient un nouveau sursis

La Première ministre a survécu à son second vote de défiance en un mois, initié cette fois-ci par l'opposition travailliste. Son pouvoir réel sur la suite du processus du Brexit est néanmoins très relatif.

JOHANN HARSCOËT
À LONDRES

Plus que jamais au bord de la falaise, mais toujours bien cramponnée, Theresa May a remporté le vote de défiance initié par le Labour. Avec 325 voix de députés contre 306 (sur un total de 650 parlementaires qui composent les Communes), la Première ministre britannique sauve sa tête de justesse, de huit voix exactement, mais n'enregistre pas de défection dans son propre camp.

À l'annonce du résultat du vote, elle a proposé une série d'entretiens avec les responsables des partis représentés aux Communes, «dans un esprit constructif», mais avec la même volonté de «concrétiser le Brexit».

Au surlendemain du rejet spectaculaire de son accord sur le Brexit, May garde un pouvoir très relatif sur la suite du processus.

Les 24 heures qui ont suivi la plus grande défaite parlementaire d'un gouvernement depuis 1924 (432 voix contre, 202 pour l'accord sur le Brexit conclu par Downing Street avec l'UE) ont été intenses. La totalité des acteurs majeurs de la vie politique s'est exprimée dans ce qui a beaucoup ressemblé à l'oraison funèbre du Brexit.

Avant même le vote de défiance contre la Première ministre, plusieurs dizaines de députés travaillistes ont contrarié leur leader Jeremy Corbyn en signant un communiqué appelant le parti à s'engager pour un second référendum. 71 parle-

mentaires ont apposé leur signature, soit près d'un quart des travaillistes élus à Westminster.

Sans parler de second référendum, Corbyn a demandé à la Première ministre d'éliminer toutes les possibilités de Brexit sans accord. La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a de son côté qualifié le second référendum de «seule option crédible».

Pression maximale

Chez les Tories, l'heure est encore à l'attentisme. Le député conservateur anti-Brexit Dominic Grieve, qui a été l'initiateur de la plupart des amendements les plus significatifs ces derniers mois, a toutefois déposé dès mercredi matin deux propositions de loi pour lancer le processus du second référendum. Une démarche encore prématurée mais qui constitue un signal clair sur la pression que pourrait subir le gouvernement dans les semaines à venir.

L'intervention la plus forte symboliquement a été celle de David Cameron lui-même. L'ancien premier ministre, initiateur du référendum de 2016 et néanmoins partisan du maintien dans l'Union européenne, s'est livré à la BBC: «Je ne regrette pas d'avoir convoqué ce référendum. C'était une promesse faite deux ans plus tôt durant les élections générales, c'était inclus dans le programme, et cela a fait l'objet d'une loi au Parlement.» Le prédécesseur de Theresa May à Downing Street a prévenu des dangers d'une annulation du Brexit, affirmant qu'«un certain nombre d'anciens resteront» ont depuis changé d'avis et voteront pour la sortie «la pro-

chaine fois».

Nigel Farage rend les armes

Le second référendum est sur toutes les lèvres, y compris des Brexiters les plus convaincus. Le conservateur et eurosceptique Nigel Farage, coprésident du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) au Parlement européen était interrogé dans l'émission Good Morning Britain: «Je crois et je crains que nous nous dirigeons vers un report et probablement un second vote (référendaire)». Cet ancien leader du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), dont la poussée dans les sondages avait justement contraint David Cameron à promettre un référendum aux eurosceptiques tories dans la première moitié des années 2010, rend les armes, tout en conservant les mêmes certitudes: «Je suis intimement convaincu que si un nouveau Premier ministre était désigné, se rendait à Bruxelles à 23 heures le 29 mars pour dire: 'Nous partons', l'Union européenne céderait en raison des pressions de l'industrie automobile allemande, de l'industrie viticole française, de l'industrie chocolatière belge, et elle nous retiendrait le bras en nous offrant un bon accord de libre-échange», a exprimé Nigel Farage.

Mais le vent a clairement tourné, et pour beaucoup de personnalités, les probabilités de voir un Brexit avec accord sont désormais aussi réduites que celles d'un Brexit sans accord. Surtout en cas de report du Brexit à 2020, une hypothèse de travail désormais à l'étude, dans le cadre d'une extension de l'article 50 du traité de Lisbonne.

Les patrons belges sont inquiets, 40.000 emplois sont menacés

Le patronat belge s'inquiète et veut à tout prix éviter le «no deal». Une étude de la KUL, relayée par la FEB et la Fevia, estime à 40.000 le nombre d'emplois menacés, dont 3.000 rien que pour l'industrie alimentaire.

SARAH GODARD

Le rejet du plan de retrait du Brexit, proposé par la Première ministre britannique Theresa May, a ravivé les craintes d'un «no deal» et de ses conséquences pour les entreprises belges. L'administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), Pieter Timmermans, estime à 40.000 le nombre d'emplois qui pourraient être menacés en cas de «hard Brexit». *«Mais je suis convaincu que les intérêts de la Grande-Bretagne prévaudront sur les intérêts individuels», a-t-il ajouté.*

L'industrie alimentaire belge serait particulièrement touchée avec 3.000 emplois en jeu. *«Les producteurs de pommes de terre surgelées et de légumes surgelés représentent respectivement 580 et 188 millions d'euros d'exportation vers le Royaume-Uni. Pour les produits avec une durée de conservation courte, les longues files d'attente aux frontières peuvent causer un problème majeur. Un autre problème est que tous les ports de notre région ne sont pas capables d'effectuer les contrôles phytosanitaires requis»,* précise la Fédération de l'industrie alimentaire belge (Fevia).

Pour l'administrateur délégué du Voka, Hans Maertens, les formalités douanières seront plus largement une épine dans le pied de toutes les PME. *«On remarque que les grandes entreprises et les sociétés qui exportent beaucoup vers le Royaume-Uni sont bien préparées au Brexit, contrairement aux*

PME qui n'ont des relations commerciales avec le Royaume-Uni que de temps à autre et ne sont donc pas familières aux obligations douanières.»

Pour la Confédération Construction, un Brexit dur aurait un impact négatif pour les entreprises de construction belges actives au Royaume-Uni et engendrerait un accroissement du dumping social. Elle plaide pour une prolongation de l'article 50 du traité de l'UE de sorte que les négociations ne prennent pas fin le 29 mars ou, en cas de blocage total, pour un nouveau référendum. *«Si la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et le Royaume-Uni prend fin, 500.000 ouvriers peu qualifiés, issus entre autres de la construction, quitteront alors le Royaume-Uni pour aller travailler ailleurs dans l'UE, notamment en Belgique»,* écrit-elle.

«Dans le cas où la Grande-Bretagne se retire du jour au lendemain de l'UE, sans accord sur une période de transition, la situation risque d'être chaotique», estime pour sa part Danny Van Assche, l'administrateur délégué de la fédération flamande des indépendants, Unizo. S'il salue le fait que les autorités fédérales préparent les entreprises en cas de «no deal», il demande à ce que tout soit fait pour négocier un accord incluant une période de transition.

«Dans la construction, un Brexit dur engendrerait un accroissement du dumping social.»

LA CONFÉDÉRATION CONSTRUCTION

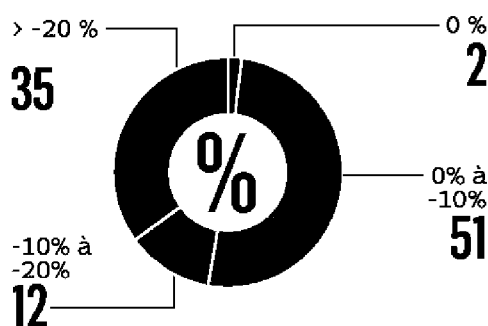
SONDAGE

UNE ENTREPRISE SUR TROIS CHOISIT... D'ATTENDRE

Quel est le degré de **préparation des sociétés belges** à un Brexit dur? BNP Paribas Fortis a sondé les entreprises clientes, l'échantillon comptant une bonne centaine de PME et de grandes firmes. *«Un tiers des entreprises adopte une **attitude attentiste**, c'est inquiétant»*, relève Koen De Leus, le chef économiste de la banque. J'attends et je verrai bien ce qui se passe, ont ainsi répondu 32% des entreprises. À l'inverse, 44% ont indiqué avoir déjà pris des mesures, quand 24% y travaillent. *«Or, il faut se préparer»*, insiste le chef économiste. C'est d'autant plus important que 35% des entreprises sondées s'attendent à ce qu'une sortie du Royaume-Uni sans accord **affecte pour plus de 20% leur rentabilité**. Pour la moitié, l'impact sur le profit est attendu sous les 10%. *«La première chose à faire, selon Koen De Leus, est de passer en revue les processus de fabrication et la chaîne logistique, ce qui permet d'identifier les points critiques sur lesquels il faut agir. Cela ne coûte pas forcément beaucoup d'argent et cet exercice servira toujours à quelque chose, même si un hard Brexit ne se produit pas.»*

Ce n'est pas tout. Un tiers (31%) des entreprises déclare en outre que l'incertitude persistante liée au Brexit influence leurs décisions d'investissement aujourd'hui. *«La croissance décevante enregistrée l'année passée en Europe et en Belgique est due en partie à cette situation, estime l'économiste. Nous espérons que cette incertitude se dissipera bientôt. Je crains toutefois que la clarté absolue ne se fasse encore attendre pas mal de temps.»* **P.GE.**

IMPACT PRÉVU D'UN BREXIT DUR SUR VOTRE RENTABILITÉ ?



Source : Sondage BNP Paribas Fortis

Le risque du saut dans le précipice

Qu'une prolongation de la période de négociation soit nécessaire ou non, Londres devrait tout faire pour éviter le Brexit désordonné. Voici les scénarios pour la suite.

FRÉDÉRIC ROHART

Désavouer oui, démettre non. Si l'écrasante majorité du Parlement britannique s'est retrouvée pour enterrer l'accord de Theresa May, elle n'était pas prête pour autant à retirer son soutien à la chef du gouvernement. Un vote de défiance aurait probablement débouché sur la convocation d'élections anticipées redoutées par le camp conservateur comme par ses alliés nord-irlandais. Confortée de justesse, la Première ministre a jusqu'à lundi pour esquisser la suite des événements, alors que les Européens attendent avec impatience que Londres adopte une position claire. Toutes les options restent sur la table, ou presque.

1 Le Brexit sans accord

Toutes, à commencer par l'épouvantail: le Brexit sans accord reste par défaut la conséquence mécanique de la paralysie. Le risque d'accident n'a jamais été aussi grand, puisqu'il suffirait que Westminster poursuive sur sa lancée pour qu'il adienne. Cela ne veut pas dire qu'il est probable: les députés britanniques n'en veulent pas – ils l'ont montré lors d'un vote trans-partisan au début du mois – et ils devraient tout faire pour l'éviter.

2 Une majorité pour une relation plus ambitieuse

Après avoir reçu le soutien de la Chambre des communes, Theresa May pourrait chercher à organiser un nouveau vote. Elle devait lancer des consultations avec tous les partis pour chercher à sortir de l'impasse. Avec l'espoir de former «un consensus, une nouvelle initiative» qui réunirait une majorité de députés, selon sa ministre chargée des Relations avec le Parlement, Andrea Leadsom. Theresa May parviendra-t-elle à réunir une

majorité alternative sur la forme que doit prendre le Brexit? Est-il imaginable que cette voie permette un Brexit ordonné dès le 29 mars? C'est toujours l'intention de la Première ministre. Si Theresa May n'y parvient pas, d'autres options pourraient s'ouvrir: une prolongation de la période de négociation et/ou des élections anticipées, voire une reprise en main du dossier par une commission du Parlement.

Mais dans tous les cas, sur quoi une majorité alternative pourrait-elle se retrouver? Pour l'Union européenne, l'accord de divorce sur la table est «le meilleur compromis possible» et sa ratification «un préalable pour créer la confiance mutuelle» en vue de la deuxième négociation, a souligné le négociateur en chef européen Michel Barnier. Car l'accord de retrait ne règle que les détails pratiques de la séparation, en instaurant une période de transition et en assurant la continuité des droits des citoyens et l'absence de frontière dure en Irlande notamment. Ce n'est qu'au cours de la période de transition que sera négociée la relation future. Les contours de cette relation sont esquissés dans une déclaration politique qui

acte le fait que le Royaume-Uni entend mettre fin à la liberté de circulation et mener une politique commerciale indépendante. Ce qui mène de facto, Michel Barnier l'a souvent répété, à la négociation d'un accord commercial de type Ceta. Or le leader de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn a indiqué qu'il serait prêt à soutenir l'accord s'il débouche sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union douanière – ce qui impliquerait de revoir les hypothèses de départ. Le gouvernement britannique pourrait-il consentir à modifier sa position si cela permet de réunir une majorité? C'est ce que Michel Barnier semble encourager quand il dit ceci: «Si le Royaume-Uni choisit de faire évoluer ses propres lignes rouges à l'avenir et qu'il fait le choix d'aller au-delà d'un simple accord de libre-échange, alors l'Union européenne restera immédiatement prête à accompagner cette évolution et à répondre favorablement.»

3 Une renégociation de l'accord – mais pour quoi?

L'accord de retrait en tant que tel pourrait-il être renégocié? Les Européens n'ont pas complètement fermé la porte à une discussion sur des points ponctuels, mais estiment que l'accord sur la table est le meilleur possible et soulignent qu'ils ne remettront pas en cause leurs intérêts pour régler des problèmes de politique intérieure britannique. Vu l'ampleur du rejet de l'accord par Westminster – 230 voix d'écart – il est clair que de menus ajustements ne suffiront pas à renverser la vapeur. Or les points de l'accord qui dérangent le plus les députés britanniques ne semblent pas négociables du

point de vue européen: oui, Londres perdrait sa souveraineté pendant la période de transition parce qu'un pays tiers ne peut avoir voix au chapitre dans les institutions européennes. Et oui, le mécanisme d'assurance contre une frontière dure en Irlande doit être solide. À quoi bon négocier?

4 L'annulation du Brexit

Certains acteurs politiques à Westminster comme sur le continent continuent de rêver à voix haute à l'annulation du Brexit. Une simple notification du gouvernement britannique arrêterait net le processus de divorce, mais elle paraît inconcevable sans un nouveau référendum. Que ni Theresa May ni Jeremy Corbyn n'envisagent et qui ne permettrait pas forcément de sortir de l'ornière: même si les sondages donnent aujourd'hui le «remain» légèrement gagnant, les Britanniques pourraient très bien confirmer le Brexit. À supposer qu'une impasse persistante finisse par appuyer l'hypothèse, un report du Brexit serait indispensable pour l'organiser.

D'ailleurs même si Downing Street n'envisage pas pour l'heure un tel report, il pourrait s'avérer nécessaire dans tous les cas pour éviter un Brexit sans accord. Un report «technique» de trois mois serait facile à mettre en place, puisqu'il n'empiéterait pas sur le mandat du prochain Parlement européen. Le Times affirmait mercredi que l'Union européenne envisagerait l'option de prolonger la période de négociation jusqu'en 2020 – on entrerait alors dans une autre dimension.

Des titres à risque sur des marchés stoïques

Les marchés sont restés de marbre après le vote contre l'accord sur le Brexit au Parlement britannique. ING a toutefois épinglé les actions les plus risquées si les choses tournaient mal dans ce dossier.

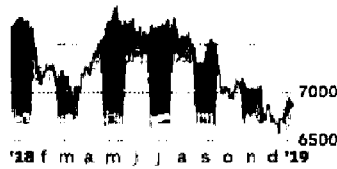
JEHAN GOFFIN ET PHILIPPE GALLOY

Les investisseurs ont gardé leur sang-froid mercredi, après le vote de rejet de la veille sur le Brexit au Parlement britannique. Certes, la Bourse de Londres a terminé en baisse alors que les autres grandes places européennes progressaient, mais le recul de l'indice FTSE 100 est très modéré (lire en page 22).

Sur le marché des changes, la livre

INDICE FTSE 100

6862,68 POINTS -0,47%



Source: Thomson Reuters Datastream

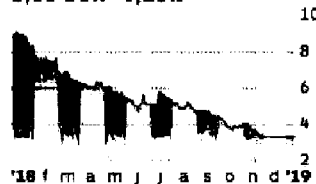
sterling n'a pas tremblé non plus. La devise britannique fluctuait autour de l'équilibre à l'heure de la clôture boursière européenne.

Cette sérénité des places boursières n'empêche pas les analystes et les investisseurs de s'activer en coulisses. Beaucoup recommandent de se tenir à l'écart le temps que la situation s'éclaircisse. «Au sein des portefeuilles existants, les investisseurs seraient bien avisés de limiter leur exposition britannique à des niveaux benchmarks», indique UBS Global Wealth Management.

De son côté, la banque ING a fait le tri parmi toutes les valeurs qu'elle suit dans le Benelux pour établir un tableau

BALTA

3,35 EUR -0,15%



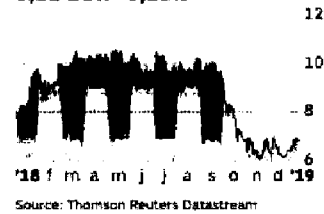
Source: Thomson Reuters Datastream

des actions susceptibles d'être les plus impactées par le Brexit. On y trouve deux valeurs belges: Balta et Recticel. ING estime que l'exposition de Balta au Royaume-Uni représente environ 20% de ses ventes. Si un risque existe, la banque reste confiante. «La société nous a dit que Balta avait environ un tiers de son exposition couverte par des contrats et des mécanismes de prix», indique-t-elle. Au niveau de l'EBITDA, ING pense qu'environ 13% du résultat opérationnel courant est exposé à la livre sterling.

Les ventes combinées de Recticel sont exposées à environ 10-11% au Royaume-Uni, selon ING. «En dépit de l'exposition relativement importante, nous restons positifs sur la valeur», ajoute ING, estimant que toute faiblesse supplémentaire du cours à la suite d'un éventuel hard Brexit «constitue une opportunité d'achat».

RECTICEL

6,82 EUR -0,15%



Source: Thomson Reuters Datastream

L'Europe presse Londres de se décider

Répondant au rejet de l'accord sur le Brexit, les députés européens demandent aux élus britanniques de clarifier leur position. Et, à quelques semaines de l'échéance, de se décider.

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

Les négociateurs du Brexit se sont tus, c'est au tour des parlements de mener la bataille. Après la défaite retentissante infligée la veille par la Chambre des communes à Theresa May, les députés européens ont donné la réplique ce mercredi depuis Strasbourg.

Une certitude émanait des prises de parole, l'Europe ne rouvrira pas les négociations, et les élus européens souhaitent que les Britanniques se décident. Michel Barnier,

pour qui «le risque de no-deal n'a jamais été aussi élevé», est resté inflexible sur l'accord négocié de Brexit et le fameux filet de sécurité («backstop»). Non sans ménager une légère ouverture. «Si le Royaume-Uni choisit de faire évoluer ses propres lignes rouges et fait le choix de plus d'ambition au delà d'un simple accord de libre-échange, l'UE restera prête à répondre favorablement», a-t-il promis. Un maigre appât, alors qu'en face, les Britanniques ne parviennent pas à s'accorder sur ce qu'ils veulent. Antonio Tajani, le président du Parlement européen, décrypte leur vote. «Deux majorités négatives existent à Westminster, l'une contre l'accord de retrait, l'autre contre

l'éventualité d'une sortie de l'Union sans accord. On n'a vu émerger aucune majorité positive», a-t-il expliqué.

Guy Verhofstadt, responsable des négociations du Brexit pour le Parlement européen, a appelé les intervenants britanniques, élus, gouvernement, partis, à coopérer entre eux. «Il est nécessaire d'avoir une majorité pour quelque chose, et non une majorité contre quelque chose. Mais pour cela, les députés britanniques doivent mettre l'intérêt de leur pays au-dessus de leurs œillères», a-t-il dit, proposant un dialogue entre parlementaires britanniques et européens. «S'il le faut, les députés européens prendront

langue directement avec la Chambre des communes pour aboutir à une solution».

Référendum

La pression s'accroît sur Londres, au point où l'une des portes de sortie, un nouveau référendum, s'entrouvre. Comme d'autres élus, Philippe Lamberts, le coprésident des Verts européens, sent venir cette issue. «Il faut choisir entre le Brexit tel qu'il a été négocié ou rester dans l'Union européenne», a-t-il dit aux Britanniques. «Nous allons le gagner», a répliqué l'élu européen d'extrême droite, Nigel Farage, instigateur du Brexit avec son parti Ukip, qui ne compte plus aucun dé-

puté au parlement britannique depuis 2017.

Le député belge Marc Tarabella (S&D) pense «qu'il n'y aura pas de Brexits». Cette hypothèse serait la conclusion logique d'une saga démontrant l'impossibilité de réaliser par la voie d'un simple référendum une opération aussi complexe que sortir un État de quarante ans d'enchevêtrement politique et juridique au sein de l'Union européenne.

Pour l'instant, le scénario réaliste d'une sortie dure, sans accord, prévaut. Les Européens ne lâcheront pas l'exigence du filet de sécurité garantissant qu'une frontière dure ne réapparaîtra jamais en Irlande. «Vous pensez qu'il ne faut pas de filet de sécurité

pour éviter une frontière en Irlande? Mon dieu! dites cela à ceux qui se sont fait tuer durant la guerre», a dit l'Irlandais Sean Kelly (PPE, Fine Gael) à Nigel Farage. «Ma grande peur est qu'il n'y ait pas d'accord. Et si on demandait aux Britanniques s'ils veulent un Brexit sans accord, ils diraient non.»

«Il faut choisir entre le Brexit tel qu'il a été négocié ou rester dans l'Union européenne.»

PHILIPPE LAMBERTS
COPRÉSIDENT DES VERTS

Les affaires courantes, frein à la préparation d'un Brexit abrupt

Au lendemain de l'échec de Theresa May à faire valider l'accord de retrait par son Parlement, l'équipe de Charles Michel est prête à faire passer «des textes nécessaires» à la préparation d'un Brexit sans accord. Et en appelle à l'aide de l'UE.

FRÉDÉRIC ROHART

Quelques heures après la défaite historique du gouvernement britannique à faire passer l'accord de retrait, «nous sommes déjà prêts à soumettre au conseil des ministres les textes nécessaires» à la préparation d'un Brexit abrupt, a fait savoir le Premier ministre Charles Michel mercredi, à l'issue d'une réunion ministérielle restreinte. Un ensemble législatif est sur la table pour lisser tant que possible les conséquences négatives d'une sortie sans accord dans les domaines des droits des citoyens, de l'énergie, de la finance, de la comptabilité des entreprises ou encore la mobilité. Pour certaines des mesures, en particulier concernant les droits des ci-

toyens et droits sociaux, le Fédéral cherche à obtenir la réciprocité du côté britannique. La nouvelle législation doit être finalisée rapidement avant d'être envoyée au Conseil d'Etat pour avis, puis au Parlement – «nous allons pouvoir dans les tout prochains jours valider ces textes de loi», a assuré le Premier ministre lors d'une conférence de presse.

Pour limiter autant que possible le ralentissement des marchandises aux frontières au lendemain du Brexit, le Fédéral entend renforcer les effectifs des douanes, indiquant son intention d'y recruter 245 nouvelles personnes (en plus des 141 annoncées l'an dernier: l'embauche est toujours en cours). L'Agence pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afscs) recrutera de son côté entre 151 et 300 nouveaux agents.

Pour mettre en œuvre ces mesures, il faut dégager des moyens – les chiffres doivent être précisés dans les jours qui viennent. Or «les affaires courantes rendent les choses plus compliquées», a regretté le Premier ministre. Le gouvernement minoritaire fonctionne sur un budget mensuel calqué sur celui de l'an dernier et le modifier nécessite l'aval du Parlement. «Ceux qui ont pris la décision de

rendre l'adoption du budget 2019 impossible et de mettre en péril le jobsdeal ont pris une lourde responsabilité sachant ce qu'on savait: le fait que le Brexit est une vraie menace pour l'emploi», a ajouté le chef du gouvernement. Non seulement, l'exécutif n'a pas la latitude de prendre des décisions rapides pour gérer

le Brexit, mais il doit ici encore compter sur la bonne volonté de l'opposition.

Aide européenne

Il compte aussi sur l'Europe. La Belgique serait l'un des pays européens les plus affectés en cas de Brexit sans accord et espère obtenir un soutien dans le cadre du fonds d'ajustement à la mondialisation de l'UE. Cet instrument de solidarité permet de financer la reconversion de travailleurs touchés par des licenciements de masse. Le ministre de l'Économie Kris Peeters a rappelé que 3,8% de la valeur ajoutée belge dépend des exportations vers le Royaume-Uni: en cas de Brexit sans accord, l'objectif est de compenser la perte en exportant vers d'autres marchés, ce qui implique une transition au cours de laquelle la Belgique espère ce soutien européen.

«La N-VA a pris une lourde responsabilité sachant ce qu'on savait: le fait que le Brexit est une vraie menace pour l'emploi.»